

Environnement - Services vétérinaires
22 Avenue Doyen Louis Weil
38028 GRENOBLE CEDEX 1

Grenoble, le 05/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2023

Contexte et constats
Publié sur **GÉORISQUES**

JMC ARANDON

Montée Grillon
38510 Arandon-Passins

Références : DDPP38-2023-02593
Code AIOT : 0053800020

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement JMC ARANDON implanté Montée Grillon 38510 Arandon-Passins. L'inspection a été annoncée le 25/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JMC ARANDON
- Montée Grillon 38510 Arandon-Passins
- Code AIOT : 0053800020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société JMC est autorisée (rachat de l'élevage par la société en 2014) à exploiter un élevage de 72 512 équivalents volailles, soit 72 512 poules pondeuses, sur la commune d'Arandon-Passins. L'élevage est notamment soumis à la directive IED, dont le dossier de réexamen a été déposé le 3 décembre 2019 et validé par l'inspection le 10 mars 2020.

Le site d'élevage est constitué de deux bâtiments de 1680 m² et 36 256 emplacements chacun, d'un hangar à fientes, d'un séchoir, d'une salle de ramassage et de bureaux. La conduite d'élevage est de type volières depuis 2019 et la ventilation des bâtiments est de type dynamique. L'ambiance des salles d'élevage (ventilation, température, humidité, éclairage) est régie par une centrale de pilotage gérée par ordinateur. Les poules sont élevées pendant 60 semaines, jusqu'à 77 semaines d'âge, avant d'être réformées.

Les fientes fraîches sont récupérées et pré-séchées sur des tapis jusqu'à 60 % de matière sèche (MS).

Deux sorties hebdomadaires sont réalisées à l'aide d'un convoyeur aérien et permettent une évacuation totale du linéaire en une semaine. Ces fientes sont amenées sur l'aire de déshydratation dans le hangar à fientes où elles atteignent 75 % de MS. Les fientes sont réparties en deux andains dans le hangar composé chacun de 6 mois de production de fientes. L'effluent est normé NF U 42-001-2 ; sa production annuelle s'élève à 870 tonnes par an environ.

La visite a été l'occasion pour l'exploitant de présenter son nouveau projet de mise en place de 2 tunnels de séchage de la fiente. Ce projet fera l'objet d'un dossier de porter à connaissance, prochainement déposé aux services du préfet.

Lors de la visite, objet du présent rapport, le bâtiment B1 et la partie extérieure du site ont été contrôlés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- prévention du risque incendie
- normalisation des fientes
- usage de l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Présence et entretien des extincteurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet
9	Normalisation des fientes : analyses réalisées	Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article Art 1 et norme NF U 42 001-2	/	Sans objet
10	Normalisation des fientes : respect des VLE	Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article Art 1 et norme NF U 42 001-2	/	Sans objet
11	Normalisation des fientes : transmission des analyses	Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article Art 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/10/2019, article 2	/	Sans objet
2	Aménagement et propreté du site	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui aval(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Sans objet
6	Consommation en eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	/	Sans objet
7	Gestion des cadavres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Sans objet
8	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, l'installation est bien suivie. Néanmoins les thématiques normalisation des fientes et extincteurs nécessitent de l'exploitant la mise en oeuvre d'actions correctives sans délai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2019, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La situation administrative de l'établissement correspond à l'activité.
Constats : L'élevage est autorisé à détenir 72 512 poules pondeuses. La dernière mise en place a été faite entre le 10 et le 12 mai 2022 pour 35 479 poules dans le bâtiment B1 et 36 600 poules dans le bâtiment B2 soit 72 079 poules au total. Leur enlèvement est prévu pour la fin du mois de juin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagement et propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le site est bien aménagé et en très bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Présence et entretien des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...]
Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Il a été constaté que l'intérieur du bâtiment d'élevage B1 n'était pas pourvu d'extincteurs, seule la signalétique murale était présente. L'exploitant a indiqué que l'intérieur du bâtiment B2 n'en était pas pourvu non plus.
Le dernier contrôle des 18 extincteurs du site par un prestataire compétent date du 28/11/22. La facture du contrôle a été présentée à l'inspection.
Observations : L'exploitant est tenu d'installer des extincteurs à l'intérieur des bâtiments d'élevage B1 et B2 dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
Constats : Le dernier contrôle Q18 des installations électriques date du 17 avril 2023. Le dernier contrôle des installations électriques au titre du code du travail date du 14 avril 2023. Les rapports de contrôle ont été présentés à l'inspection lors de la visite. Le rapport Q18 met en évidence une trace d'échauffement anormale et celui au titre du code du travail met en évidence 14 non-conformités dont 11 récurrentes. L'exploitant fait appel à une société prestataire interne au groupe (dont fait également partie la société JMC Arandon), pour les travaux à réaliser post-visite. L'exploitant ne dispose pas de dispositif de traçabilité particulier pour suivre la remise en conformité des éléments non-conformes visés dans les rapports.
Observations : Les réparations réalisées dans le cadre des vérifications périodiques des installations électriques pourraient faire l'objet d'une traçabilité (document de suivi).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Lors de la dernière inspection du site, il avait été constaté que le réservoir de fuel pour le groupe électrogène n'était pas équipé de dispositif de rétention (cuve double paroi ou bac de rétention). Il a été constaté lors de la présente inspection que le réservoir avait été remplacé par une cuve double paroi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Élevage, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : La consommation en eau des volailles est relevée et consignée dans un registre tous les jours. De cette manière, les éventuelles fuites sont rapidement détectées et réparées. Les volailles du B1 consomment environ 6500 L d'eau par jour ; celles du B2 environ 6100 L par jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des cadavres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les cadavres de chaque bâtiment sont stockés dans des congélateurs. Le congélateur du B1 était en bon état de marche. Les bons d'enlèvements d'équarrissage de l'année 2022 et 2023 ont été présentés à l'inspection. Le service d'équarrissage procède à un enlèvement environ 2 à 3 fois par mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Prescriptions liées à la directive IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008.
Constats : La déclaration GEREP 2023 pour l'année 2022 a été effectuée par l'exploitant et a été validée par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Normalisation des fientes : analyses réalisées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article Art 1 et norme NF U 42 001-2
Thème(s) : Élevage, Gestion des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fientes sèches sont analysées selon les dispositions de la norme NF U 42 001-2 (octobre 2020), la production annuelle de fientes sèches étant évaluée à 870 tonnes (cf. dossier de porter à connaissance de 2019) : <ul style="list-style-type: none">- analyses agronomiques (MS et teneurs déclarées à savoir N, P2O5 et K2O) tri-annuelles,- analyses des 9 ETM (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Se et Zn) annuelles,- analyses agents pathogènes (salmonella et oeufs d'helminthes) annuelles.
Constats : L'exploitant réalise 4 lots de fientes déshydratées par an. Chaque lot dispose d'un numéro d'identification. Depuis 2021, les analyses suivantes ont été réalisées : <ul style="list-style-type: none">- analyses agronomiques : 2 lots de 2021, 1 lot de 2022 et 1 lot de 2023 ;- analyses des ETM : 2 lots de 2021 ;- analyse des agents pathogènes : néant. L'ensemble des résultats a été transmis à l'inspection.
Observations : L'exploitant ne réalise pas suffisamment d'analyses par rapport aux exigences de la norme. Il est tenu de s'y conformer sans délai.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Normalisation des fientes : respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article Art 1 et norme NF U 42 001-2
Thème(s) : Élevage, Gestion des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses des fientes sèches sont conformes aux valeurs seuils décrites par la norme NF U 42 001-2 (classe III, type 5) : - MS > 75 %, N+P2O5+K2O > 7 %, N > 3 % et P2O5 > 2,5 % ; - absence dans 25g de salmonella et d'oeufs d'helminthes et E-coli ou Enterococcaceae.
Constats : Depuis 2021, les analyses suivantes ont été réalisées : - analyses agronomiques : 2 lots de 2021, 1 lot de 2022 et 1 lot de 2023 ; - analyses des ETM : 2 lots de 2021 ; - analyse des agents pathogènes : néant. L'ensemble des résultats a été transmis à l'inspection. Les résultats d'analyse transmis par l'exploitant démontrent que le produit est conforme aux valeurs seuils données par la norme. Néanmoins, l'exploitant ne réalise pas suffisamment d'analyses vis à vis des exigences de la norme au regard des données agronomiques et des ETM et ne réalise aucune analyse sur les agents pathogènes. Ce point ne peut donc être contrôlé entièrement.
Observations : L'exploitant ne réalise pas suffisamment d'analyses par rapport aux exigences de la norme. Il est tenu de s'y conformer sans délai.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Normalisation des fientes : transmission des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/09/2003, article Art 1
Thème(s) : Élevage, Gestion des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats de ces contrôles (analyses des fientes en vue de leur normalisation), consignés par écrit, sont tenus à la disposition des services compétents pendant une période de trois ans à compter de la fabrication du produit.
Constats : L'ensemble des résultats d'analyses des fientes en vue de leur normalisation effectuées entre 2021 et le jour de la visite a été transmis à l'inspection lors de la visite. Néanmoins, l'exploitant ne réalise pas suffisamment d'analyses vis à vis des exigences de la norme au regard des données agronomiques et des ETM et ne réalise aucune analyse sur les agents pathogènes. Ce point ne peut donc être contrôlé entièrement.
Observations : L'exploitant ne réalise pas suffisamment d'analyses par rapport aux exigences de la norme. Il est tenu de s'y conformer sans délai.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

